

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher

Blois, le 16/03/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/02/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **SCA AXEREAL**

Rue Mardeau  
41500 MER

Références : VAT20220139

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/02/2022 dans l'établissement SCA AXEREAL implanté Rue Mardeau 41500 MER. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans la continuité de l'action de contrôle de 2021 sur les stockages d'ammonitrates initiée suite à l'accident survenu dans le port de Beyrouth le 4 août 2020, l'objectif de la visite du 10 février 2022 a été :

- de vérifier à partir de l'état des stocks, le régime dont relève effectivement l'installation,
- et de contrôler le respect des principales mesures de sécurité définies par l'arrêté ministériel du 6 juillet 2006 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 4702 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCA AXEREAL
- Rue Mardeau 41500 MER
- Code AIOT dans GUN : 0010004043
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

L'établissement de MER de la Société Coopérative Agricole AXEREAL relève du régime de l'autorisation au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Il comporte notamment des activités de stockage d'engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium relevant également du régime de l'autorisation, sous la rubrique 4702.

Ces activités sont encadrés par l'arrêté préfectoral n°2005-207-13 du 26 juillet 2005, modifié par les arrêtés préfectoraux n° 2007-232-9 du 20 août 2007 et n° 2009-351-1 du 17 décembre 2009.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Action Nationale 2022 "Ammonitrates"

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
1-NC4_NC8_VI_05/02-2021_Suivi en continu des produits détenus	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 5.4.	/	Lettre de suite préfectorale
10-NC12_VI_05-02-2021_Dispositions de détection et d'intervention incendie	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.6.	/	Lettre de suite préfectorale
17-Dispositions pour limiter les conséquences d'un incendie	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 7.71.	/	Lettre de suite préfectorale
19-NC13_VI_05-02-2021_Dispositions pour limiter les conséquences incendie	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 12.	/	Lettre de suite préfectorale
20-Mesures organisationnelles de sécurité	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 5.1.	/	Lettre de suite préfectorale
22-Mesures organisationnelles de sécurité	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 4.2.	/	Lettre de suite préfectorale
25-NC1*_VI_05/02/2021-Gestion des déchets d'engrais	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 14.2.	/	Lettre de suite préfectorale

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5-Prévention des départs de feu	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 5.5.	/	Sans objet
13-Dispositions de détection et d'intervention contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 5.1.	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2-NC3_VI_05/02/2021- Suivi en continu des engrais	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 5.3.	/	Sans objet
3-NC6_VI_05/02/2021- Suivi en continu des engrais	AP Complémentaire du 26/07/2005, article 1bis	/	Sans objet
4-Dispositions de prévention des départs de feu	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 5.1.	/	Sans objet
6-Dispositions de prévention des départs de feu	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.1.	/	Sans objet
7-Dispositions de prévention des départs de feu	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 5.6.	/	Sans objet
8-Dispositions de prévention des départs de feu	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.5.	/	Sans objet
9-Dispositions de prévention des départs de feu	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 10.3.	/	Sans objet
11-Dispositions de détection et d'intervention contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 11.2.1.	/	Sans objet
12-Dispositions de détection et d'intervention contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 11.2.1.	/	Sans objet
14-Dispositions de détection et d'intervention contre l'incendie*	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 11.2.2.	/	Sans objet
15-Dispositions de détection et d'intervention contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 7.3.	/	Sans objet
16-Dispositions pour limiter les conséquences d'un incendie	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 9.1.	/	Sans objet
18-Dispositions pour limiter les conséquences d'un incendie	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 7.4.	/	Sans objet
21-Mesures organisationnelles de sécurité	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.8.	/	Sans objet
23-Dispositifs techniques	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 13.	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
24-Dispositifs techniques	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 5.2.	/	Sans objet
26-NC9_VI_05/02/2021-Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.7.	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

### 2-4) Fiches de constats

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 5.4.
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, État des stocks des engrais
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour un état des engrais stockés et des flux.  Cet état, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, permet de fournir sur sa demande pour un produit présent à un moment donné immédiatement les caractéristiques des engrais stockés sur le site (fournisseur, type d'engrais), les dates d'arrivée, les quantités présentes et leur emplacement précis sur le site.  Les informations concernant le type d'engrais, les quantités présentes sur le site et leur emplacement précis sont tenues en permanence à la disposition des services d'incendie et de secours, même en cas de situation dégradée (accident, absence d'alimentation électrique par exemple) et sont facilement accessibles.
<b>Constats :</b> Il a été constaté la présence de 9,6 t de Sulfostar et 18 t de Nitro Perfect conditionnés en big-bags de 600 kg (rubrique 4702-IV) dans le magasin dédié au stockage des engrais conditionnés non classés. L'exploitant ne respecte pas ses engagements pris par courrier du 30 mars 2021, ni les mesures correctives déclarées mises en œuvre en réponse à la non-conformité NC 8 relevée le 5 février 2021.
<b>Observations :</b> Constat du 5 février 2021 : NC4 - L'exploitant ne dispose pas de plan concernant le bâtiment dans lequel il entrepose les engrais conditionnés. Dans sa réponse du 10 février 2021, l'exploitant a communiqué à l'inspection une photographie présentant le plan de stockage de l'ensemble des engrais solides à base de nitrate d'ammonium conditionnés classés au titre de la réglementation ICPE. Le 23 février 2022, à la demande de l'inspection, l'exploitant a fourni rapidement un état des stocks de l'ensemble des produits entreposés dans ses installations de stockage d'engrais solides. Un plan des bâtiments dans lesquels sont entreposés des engrais solides fait état de la localisation de ces stockages (Cf la photographie n°1 jointe en annexe). Les mesures correctives mises en œuvre par l'exploitant en réponse à la non-conformité NC 4 sont satisfaisantes ; la non-conformité NC4 est soldée.  Constat du 5 février 2021 : NC8 - Présence de 5 big-bags de 600 kg : 4 NPK GR NI 13-10-20 et 1 de NPK 12-12-17 dans la partie du bâtiment dédiée au stockage des engrais conditionnés non équipée de dispositif d'évacuation des fumées et gaz toxiques. La présence de 9,6 t de Sulfostar et 18 t de Nitro Perfect conditionnés en big-bags de 600 kg (rubrique 4702-IV) dans le magasin dédié au stockage des engrais conditionnés non classés illustre le non-respect de l'exploitant de son porter à connaissance du 30 mars 2021, par lequel il s'est engagé à ne pas entreposer d'engrais classés dans son magasin de stockage des engrais conditionnés de Mer. La photographie n°2 jointe en annexe illustre ce constat. L'état des stocks présenté le 23 février 2022 fait mention, par rubrique des installations classées, des produits entreposés dans le magasin selon la répartition portée dans le tableau joint en annexe 1 du présent rapport (annexe en diffusion restreinte). Cet état des stocks permet d'établir que l'exploitant respecte les volumes fixés, au titre de la rubrique 4702, dans le tableau de classement de ses activités répertoriées aux articles 1.2 et 1.3 de l'arrêté préfectoral du 20 août 2007.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

**Nom du point de contrôle : 2-NC3\_VI\_05/02/2021-Suivi en continu des engrais**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 5.3.
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Connaissance des produits dangereux
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice du code du travail, l'exploitant garde à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les documents d'accompagnement et les fiches de données de sécurité. En l'absence d'étiquetage indiquant le type d'engrais stocké, l'exploitant conserve les documents permettant de l'attester.  Ces documents sont tenus à la disposition des services d'incendie et de secours.  Les emballages portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation en vigueur.
<b>Constats :</b> Pas de non-respect constaté.
<b>Observations :</b> Constat du 5 février 2021 : NC3 - Il a été constaté la présence d'une vingtaine de sacs de 50 kg d'engrais non répertorié dans l'état des stocks, entreposés dans le bâtiment de stockage des engrais conditionnés. La nature et de type d'engrais contenus dans ces sacs n'étaient pas identifiables. Pour mémoire, à la demande de l'inspection, l'exploitant a procédé, le jour même de l'inspection, à l'inertage des produits non identifiés. Dans sa réponse du 8 février 2021, l'exploitant a communiqué par mail les photos de l'inertage de ces engrais et des modalités de leur entreposage.  Le 23 février 2022, à la demande de l'inspection, l'exploitant a fourni les documents permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation (FDS, ...), tenus à la disposition de l'inspection et des services de secours. Le contrôle par sondage effectué sur les engrais répondant à la désignation suivante : 18 tonnes de Nitro Perfect 15 - 05 - 20SK conditionnés en big-bags de 600 kg et entreposées dans le magasin engrais vrac – Fabricant Eurochem – rubrique 4702-IV n'appelle pas d'observation : FDS et fiche technique produits présentes sur site. La visite in-situ a permis de constater que les emballages portent en caractères lisibles le nom des produits, ou des affichettes présentant la désignation et les caractéristiques des produits qu'ils contiennent et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation en vigueur. Les mesures correctives mises en œuvre par l'exploitant en réponse à la non-conformité NC 3 sont satisfaisantes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** 3-NC6\_VI\_05/02/2021-Suivi en continu des engrais

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 26/07/2005, article 1bis
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Bâtiment de stockage des engrais non classés
<b>Prescription contrôlée :</b> Magasin "classé" : 1 case d'une capacité unitaire de 1200 t et 4 cases de capacité unitaire de 500 t - Engrais solides vrac et conditionnés classés. Magasin "non-classé" : engrais solides non classés.
<b>Constats :</b> Pas de non-respect constaté.
<b>Observations :</b> Constat du 2 février 2021 : NC6 - Il a été constaté la présence de 118,96 tonnes d'engrais NPK GR NI 13 – 10 – 20 + 7,5 SO3 (rubrique 4702-IV) entreposées dans le bâtiment dédié au stockage des engrais non classés au titre de la nomenclature des ICPE. Dans sa réponse du 26 février 2021, l'exploitant a informé l'inspection du transfert des 118,96 tonnes d'engrais NPK GR NI 13 – 10 – 20 + 7,5 SO3 dans le magasin des engrais solides vrac (classés). Une photographie jointe au mail précité du 26 février présentait la case vide du bâtiment dédié au stockage des engrais non classés au titre de la nomenclature des ICPE.  Le 23 février 2022, le magasin engrais vrac de stockage des engrais solides non classés ne comportait que des engrais non classés, ainsi qu'une mélangeuse.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle : 4-Dispositions de prévention des départs de feu**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 5.1.
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Consignes de sécurité et d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes de sécurité et des procédures d'exploitation précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies et tenues à jour.  Ces documents ainsi que les enregistrements les accompagnant ou les registres de suivi sont mis à disposition du personnel concerné et de l'inspection des installations classées.  Les consignes de sécurités sont affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Les consignes de sécurité doivent notamment indiquer : <ul style="list-style-type: none"><li>• l'interdiction de fumer ;</li><li>• l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;</li><li>• l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque à proximité des stockages ;</li><li>• l'obligation du « permis d'intervention » ou « permis de feu » évoquée à l'article 5.5.</li></ul>
<b>Constats :</b> Pas de non-respect constaté.
<b>Observations :</b> Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation du magasin de stockage des engrais solides sont affichées dans le bureau d'accueil du site. Ces consignes rappellent notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>• l'interdiction de fumer ;</li><li>• l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;</li><li>• l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque ;</li><li>• l'obligation d'établir un « permis d'intervention » ou un « permis de feu » pour tous travaux par point chaud.</li></ul> Un affichage apposé sur les portes d'accès à l'installation rappelle : <ul style="list-style-type: none"><li>• l'interdiction de fumer ;</li><li>• l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## Nom du point de contrôle : 5-Prévention des départs de feu

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 5.5.
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Permis de feu – Permis d'intervention
<b>Prescription contrôlée :</b> Il est interdit d'apporter du feu, sous quelque forme que ce soit au niveau des installations, sauf après délivrance d'un permis de feu. Les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » incluant un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière.  Le « permis d'intervention » incluant le « permis de feu » et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée.  Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » incluant le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation sont cosignés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.  Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité en configuration standard du dépôt, une vérification des installations est effectuée par l'exploitant ou son représentant.
<b>Constats :</b> Les rondes associées aux contrôles réalisés depuis le début des travaux encadrés par le permis délivré pour la période du 21 février au 11 mars 2022, ne sont pas enregistrées.
<b>Observations :</b> En application des procédures et consignes en vigueur sur le site (CE 201 du 28/08/2017), un permis de feu doit être établi pour tous travaux par point chaud. Un plan de prévention est établi pour toute intervention d'une entreprise extérieure. Pour tous travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques, un permis de feu est délivré par le responsable du site, ou à défaut les magasiniers. En l'absence d'autorisation de travaux concernant une intervention dans le magasin d'engrais, l'inspection a procédé à la consultation des autorisations délivrées pour la réalisation de travaux au niveau du silo 69, durant la période du 21 février au 11 mars 2022. Ces autorisations sont établies au profit de la société PROTECTA, pour réaliser des travaux au niveau de la toiture du silo (remplacement de la couverture). Le permis examiné fait état de travaux par points chauds et comporte notamment les mentions suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• le nom du responsable de l'intervention ainsi que son visa ;</li><li>• la localisation des travaux ;</li><li>• les risques associés aux travaux à réaliser et liés à la présence de risque d'incendie et d'atmosphère explosible ;</li><li>• les mesures de prévention et mesures particulières à mettre en œuvre ;</li><li>• les mesures de sécurité et la nature des contrôles à réaliser ;</li><li>• les moyens et numéros d'alerte ;</li><li>• l'heure de fin des travaux : en lien avec le plan de prévention.</li></ul> Les rondes associées aux contrôles réalisés depuis le début des travaux ne sont pas enregistrées.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : 6-Dispositions de prévention des départs de feu**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.1.
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Gestion des matières combustibles et incompatibles
<b>Prescription contrôlée :</b> Les stockages ne contiennent aucun entreposage de matières combustibles ou incompatibles. Sont notamment interdits à l'intérieur du magasin de stockage et du stockage couvert ainsi qu'à moins de 10 mètres de tout stockage : <ul style="list-style-type: none"><li>• les matières combustibles (bois, palettes, carton, sciure, carburant, huile, pneus, emballages, foin, paille par exemple) ;</li><li>• les produits organiques destinés à l'alimentation humaine ou animale, les semences ;</li><li>• le nitrate d'ammonium technique, les produits agropharmaceutiques ;</li><li>• les bouteilles de gaz comprimé ;</li><li>• les matières incompatibles telles que les amas de corps réducteurs (métaux divisés ou facilement oxydables), les produits susceptibles de jouer le rôle d'accélérateurs de décomposition (sels de métaux), les chlorates, les chlorures, les acides, les hypochlorites, la chaux vive par exemple.</li></ul> <p>Cependant, dans le cas des engrais conditionnés, sont tolérés leurs emballages et supports de transport (palettes) à l'exclusion de tout stock de réserve.</p> <p>Les bâches de protection sont tolérées pour les engrais stockés en vrac.</p> <p>Le chlorure de potassium, le sulfate d'ammonium et le chlorure de sodium peuvent être stockés à l'intérieur des magasins de stockage.</p> <p>Dans ce cas, toutes les mesures et précautions sont prises pour éviter des mélanges accidentels de ces produits avec les engrais, notamment en cas d'incendie ou de présence d'une phase fondue. Ces produits sont stockés séparés a minima par une case des engrais 1331-II ou par un espace minimal de 5 mètres et un mur (ou une paroi) dimensionné pour éviter toute mise en contact accidentelle de ces produits avec les engrais « 4702-II ou 4702-III ».</p> <p>L'urée solide granulée peut être stockée à l'intérieur des magasins de stockage. Elle est systématiquement séparée physiquement des engrais « 4702-II ou 4702-III » et elle n'est pas stockée dans la même case. Toutes les mesures et précautions sont prises pour éviter des mélanges accidentels de l'urée solide granulée avec les engrais, notamment en cas d'incendie ou de présence d'une phase fondue.</p> <p>Une distance libre minimale d'un mètre au-dessus du tas d'urée est conservée entre le haut du tas d'urée et le haut des parois de séparation des cases.</p> <p>Le stockage d'urée est également réalisé en retrait d'une distance minimale d'un mètre par rapport à l'avant des parois.</p> <p>Des précautions sont prises pour qu'aucun déversement de liquides inflammables ou de substances combustibles (liquides ou solides accidentellement fondus) ne puisse atteindre les engrais manipulés ou stockés sur le site.</p>
<b>Constats :</b> Pas de non-respect constaté au niveau du magasin d'engrais classés.
<b>Observations :</b> La visite in-situ du magasin d'engrais solides classés n'appelle pas d'observation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : 7-Dispositions de prévention des départs de feu**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 5.6.
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Sources de départ de feu (engins de manutention)
<b>Prescription contrôlée :</b> Les véhicules qui ne sont pas en cours de chargement ou de déchargement d'engrais sont stationnés à une distance d'au moins 10 mètres des engrais.  Ils peuvent être stationnés à une distance inférieure s'ils le sont dans un local réservé à cet effet dont les murs sont REI 120.
<b>Constats :</b> Pas de non-respect constaté.
<b>Observations :</b> Les véhicules qui ne sont pas en cours de chargement ou de déchargement d'engrais sont stationnés à l'extérieur du bâtiment qui abrite l'installation de stockage des engrais solides, à une distance supérieure à 10 mètres des engrais. L'exploitant a indiqué que les véhicules de manutention sont stationnés en extérieur, en dehors des heures ouvrées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : 8-Dispositions de prévention des départs de feu**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.5.
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Sources de départ de feu (engins de manutention)
<b>Prescription contrôlée :</b> Les appareils mécaniques (engins de manutention, bandes transporteuses par exemple) sont protégés, exploités et vérifiés régulièrement afin de prévenir les risques d'incendie, de décomposition et de contamination des engrais. Des dispositifs d'arrêts d'urgence réglementaires sont obligatoires. Les installations sont nettoyées régulièrement pour éviter toute accumulation d'engrais ou de poussières d'engrais. Les appareils mécaniques utilisés pour la manutention d'engrais ne présentent aucune zone chaude non protégée susceptible d'entrer en contact avec les engrais (pot d'échappement par exemple)
<b>Constats :</b> Pas de non-respect constaté.
<b>Observations :</b> Le magasin de stockage des engrais solides classés ne comporte pas d'équipement de manutention fixe. L'engin de manutention utilisé pour effectuer les chargement d'engrais ne comporte pas de zone chaude non protégée. Son pot d'échappement vertical est situé en partie supérieure de l'engin.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : 9-Dispositions de prévention des départs de feu**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 10.3.
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Sources de départ de feu (installations électriques)
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux référentiels en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.  Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé.  Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule tous les éléments soient confinés dans l'appareil. Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation, ou sont protégés contre les chocs.  Ils sont en toutes circonstances éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement. Les installations électriques ne sont pas en contact avec les engrais et sont étanches à l'eau et aux poussières (IP55).  Un interrupteur général clairement signalé, permettant de couper l'alimentation électrique pour tout le bâtiment, est installé à proximité d'au moins une issue. Il est situé préférentiellement à l'extérieur du bâtiment et en tout état de cause dans une zone accessible en cas de sinistre au niveau du stockage afin de permettre sa mise en œuvre quelles que soient les circonstances y compris par du personnel ne bénéficiant pas d'une habilitation électrique.  Les transformateurs de courant électrique, lorsqu'ils sont accolés ou à l'intérieur du magasin de stockage ou du stockage couvert, sont situés dans des locaux clos largement ventilés et isolés du magasin de stockage ou du stockage couvert par un mur et des portes coupe-feu, munies d'un ferme-porte. Ce mur et ces portes sont respectivement de degré REI 120 et EI 120.
<b>Constats :</b> Pas de non-respect constaté.
<b>Observations :</b> La partie de l'installation dans laquelle sont entreposés les engrais vrac et conditionnés classés, ainsi que celle dans laquelle sont entreposés les engrais conditionnés ne comportent pas d'installations électriques.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** 10-NC12\_VI\_05-02-2021\_Dispositions de détection et d'intervention incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.6.
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Détection incendie (alerte et alarme)
<b>Prescription contrôlée :</b> Les magasins de stockage et les stockages couverts sont équipés de systèmes spécifiques permettant une détection efficace des phénomènes, la plus précoce possible et adaptée au type de risque encouru (décomposition, incendie par exemple). Le type, le nombre et l'implantation des détecteurs sont déterminés en fonction de la nature des engrais entreposés. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du système retenu pour ces dispositifs de détection ainsi que de son dimensionnement. Le système de détection avec transmission de l'alarme à l'exploitant est obligatoire et fonctionne en permanence. La transmission de l'alarme se fait y compris hors des heures d'exploitation afin notamment d'alerter les services d'incendie et de secours et de leur permettre l'accès. Ces systèmes sont maintenus en bon état de fonctionnement. Ils sont conformes aux référentiels en vigueur et vérifiés aussi régulièrement que nécessaire, tel que préconisé par le constructeur et a minima tous les ans. L'exploitant établit des consignes de maintenance et organise à une fréquence adaptée des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. Les dispositions de cet article ne s'appliquent pas aux stockages à l'air libre ou aux stockages couverts existants possédant au moins deux faces ouvertes en permanence sur l'extérieur.
<b>Constats :</b> Le système de détection automatique d'incendie ou de combustion par détecteurs de gaz a été vérifié depuis plus d'un an : dernier contrôle le 12 janvier 2021, par la société BE ATEX. Ainsi la fréquence de contrôle de l'installation n'est pas respectée.
<b>Observations :</b> Constat du 5 février 2021 : NC12 - L'exploitant n'est pas en capacité de démontrer la pertinence du système retenu pour ces dispositifs de détection ainsi que de son dimensionnement, et plus particulièrement l'implantation des détecteurs retenue. D'autre part, la nature et la fréquence des vérifications envisagées et mises en œuvre par AXEREAL concernant le système de détection incendie mis en place dans le magasin de stockage des engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium ne sont pas conformes aux préconisations du constructeur « OLDHAM ». Dans sa réponse du 30 mars 2021, l'exploitant a justifié la fréquence de vérification des capteurs OLDHAM OLCT10N fixée à 1 an, selon les préconisations du fabricant OLDHAM.  L'installation comporte 5 capteurs OLDHAM OLCT10N (magasin de stockage des engrais classés), 1 capteur OLDHAM OLCT10 (magasin de stockage des engrais conditionnés non-classés) et une centrale d'acquisition OLDHAM MX43. Le système de détection automatique d'incendie ou de combustion par détecteurs de fumée a été vérifié le 12 janvier 2021 par la société BE ATEX. Le rapport relatif à cette vérification fait état du bon fonctionnement de l'ensemble de la chaîne de transmission de l'alarme associée à la détection incendie in-situ (alarmes sonores : klaxon dans le magasin engrais) et visuelles : gyrophares installés à l'entrée du magasin engrais, témoins lumineux sur l'armoire étanche qui abrite la centrale d'acquisition...), ainsi que la transmission de l'alerte, y compris en dehors des heures ouvrées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

**Nom du point de contrôle :** 11-Dispositions de détection et d'intervention contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 11.2.1.
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant s'assure que le site dispose d'un débit d'eau suffisant, régulier et disponible à tout moment afin de combattre efficacement un sinistre. Il est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective du débit d'eau. Ce débit est défini de sorte à lutter contre un sinistre survenant dans la case ou dans l'îlot de plus grande contenance ou ayant les conséquences les plus pénalisantes. Le débit est fourni par le réseau et les réserves d'eau.  L'exploitant dispose à cet effet d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, bouches, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que d'une part tout point de la limite du stockage se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil, et que d'autre part tout point de la limite du stockage se trouve à moins de 200 mètres d'un ou plusieurs appareils permettant de fournir un débit minimal de 60 m <sup>3</sup> /h, pendant une durée d'au moins deux heures.  Le réseau d'alimentation en eau est maillé afin de permettre une égale répartition des débits.  Pour les installations existantes autorisées avant le 3 avril 1994, à défaut de réseau maillé, des dispositifs compensatoires (type réserves) sont en mesure de fournir les débits définis au présent article en tout point de l'installation.  Pour les installations existantes autorisées à compter du 3 avril 1994 et pour les installations existantes fonctionnant au bénéfice des droits acquis en vertu du décret du 28 décembre 1999 susvisé, à défaut de réseau maillé, des dispositifs compensatoires (type réserves) sont en mesure de fournir les débits définis au présent article en tout point de l'installation, sous réserve qu'ils soient justifiés dans l'étude de dangers et que le préfet les ait prescrits.  Les réserves d'eau incendie destinées à l'extinction sont équipées d'un dispositif permettant de connaître le volume disponible. Elles sont aménagées pour permettre leur utilisation par les services d'incendie et de secours et sont facilement accessibles pour leurs véhicules. Elles sont situées à une distance de 200 mètres au plus du stockage.  Les réseaux d'eau, les réserves d'eau ou la combinaison des deux fournissent le débit nécessaire pour alimenter des bouches et poteaux d'incendie en nombre défini en fonction du danger, à raison des débits minimums suivants pendant au moins deux heures : - 120 m <sup>3</sup> /h pour les 4702-I d'une quantité ≥ 1 250 tonnes, pour les 4702-II ou 4702-III < 5 000 tonnes et pour les installations soumises à autorisation au titre de la rubrique 4703 ≥ 50 tonnes ; - 90 m <sup>3</sup> /h pour les 4702-I d'une quantité < 1 250 tonnes, pour les 4702-IV > 1 tonne et pour les installations soumises à autorisation en 4703 < 50 tonnes. En cas de présence de différentes catégories d'engrais, le débit minimum correspondant à la catégorie la plus pénalisante est retenu.  Pour les îlots de plus de 5 000 tonnes, les appareils d'incendie sont capables de fournir un débit minimum de 240 m <sup>3</sup> /h pendant au moins deux heures.
<b>Constats :</b> Pas de non-respect constaté.
<b>Observations :</b> La combinaison des moyens incendie externes et de la réserve d'eau sur site répond au débit réglementaire requis, soit 120 m <sup>3</sup> /h, pendant deux heures.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** 12-Dispositions de détection et d'intervention contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 11.2.1.
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux référentiels en vigueur, notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>• d'un ou plusieurs appareils d'incendie définis à l'article 11.2.1 du présent arrêté ;</li><li>• d'extincteurs répartis à l'intérieur du bâtiment et du stockage couvert, dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;</li><li>• de lances auto-propulsives permettant d'introduire l'eau à l'intérieur des tas pour les engrais « 4702-I » stockés en vrac. Leur nombre est établi en fonction du danger.</li></ul> Pour les nouvelles installations, l'exploitant dispose d'un surpresseur.  Pour les installations existantes, il s'assure, qu'en cas d'accident, un surpresseur est disponible ; <ul style="list-style-type: none"><li>• d'un dispositif d'alerte (alarme sonore, télésurveillance par exemple) déclenché par le système de détection défini à l'article 10.6 du présent arrêté. Ce dispositif doit permettre une action 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 ;</li><li>• d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li><li>• de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque zone présentant un risque différent.</li></ul> Les installations utilisant du bois pour les cloisons ou pour fermer une case en façade, les installations ayant des passerelles constituées d'éléments en bois et les installations qui disposent de bandes transporteuses qui ne sont pas en matériau difficilement propagateur de la flamme selon les référentiels en vigueur sont dotées de robinets d'incendie armés ou d'un dispositif fixe équivalent, répartis dans le magasin de stockage et le stockage couvert en fonction de ses dimensions et situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel.  À proximité des aires de chargement et de déchargement extérieures aux stockages, des aires de stationnement des engins de manutention, l'exploitant dispose : <ul style="list-style-type: none"><li>• d'au moins un extincteur sur roue de grande capacité (50 kg) ;</li><li>• de pelles et de réserves de sable meuble et sec de 100 litres minimum.</li></ul>
<b>Constats :</b> Pas de non-respect constaté.
<b>Observations :</b> À la demande de l'inspection, l'exploitant a procédé à un essai de fonctionnement des alarmes associées au système de détection de décomposition des engrais mis en place dans le magasin de stockage des engrais solides par une simulation de présence de gaz à une concentration de 30 ppm. Cette simulation a occasionné le déclenchement, in-situ, des alarmes sonores : klaxon dans le magasin engrais, et visuelles : gyrophares installés à l'entrée du magasin engrais, témoins lumineux sur l'armoire étanche qui abrite la centrale d'acquisition...), et la retransmission de l'alarme à l'exploitant (appel téléphonique au bureau de l'accueil du site durant les heures ouvrées, avec un message d'alerte incendie observé au niveau des engrais).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle :** 13-Dispositions de détection et d'intervention contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 5.1.
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Modalité d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation
<b>Prescription contrôlée :</b> Les consignes de sécurité doivent notamment indiquer : <ul style="list-style-type: none"><li>• les modalités d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, chauffage, obturation des écoulements d'égouts notamment) ;</li><li>• les modalités d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours.</li></ul> Les procédures d'exploitation sont des documents écrits qui indiquent notamment les modalités d'action en cas de situation d'urgence, d'incident grave, d'accident ou de sinistre ; elles sont tenues à la disposition des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b> L'exploitant ne dispose pas de consigne relative à la mise en œuvre du confinement des eaux d'extinction, en cas d'incendie.
<b>Observations :</b> Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation et de gestion des anomalies sont affichées dans le bureau d'accueil du site. L'isolement du réseau de collecte des eaux pluviales de ruissellement du site ne nécessite pas la mise en œuvre de dispositifs spécifique. L'exploitant dispose d'un plan d'intervention et de gestion des situations d'urgence tenu à la disposition des services de secours. Ce plan comporte notamment les consignes de sécurité pour les modalités d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation. Un affichage dans le bureau d'accueil de l'établissement rappelle les modalités d'alertes des responsables de la coopérative et du SDIS (numéros de téléphone, notamment). A contrario, l'exploitant ne dispose pas de consigne relative à la mise en œuvre du confinement des eaux d'extinction, en cas d'incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** 14-Dispositions de détection et d'intervention contre l'incendie\*

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 11.2.2.
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Suivi des dispositifs de lutte contre un sinistre
<b>Prescription contrôlée :</b> Tous les matériels concourant à la lutte contre un sinistre sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.  Ils sont utilisables en période de gel.  Toutes les opérations concernant ces matériels (liste exhaustive des matériels, date de la dernière vérification, état de fonctionnement du matériel, mesures prises ou prévues en cas de dysfonctionnement recensé lors de la vérification, dates prévues pour les mises en conformité, liste des personnes formées à l'utilisation des matériels par exemple) sont consignées sur un registre.  Le personnel est formé à l'utilisation de ces matériels.  Le plan des moyens de lutte contre un sinistre est tenu à jour et mis à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Pas de non-respect constaté.
<b>Observations :</b> Les matériels et les moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Le dernier contrôle des extincteurs a été réalisé le 24 janvier 2022, par la société EUROFEU Services. La consultation du rapport relatif à la vérification précitée n'appelle pas d'observation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** 15-Dispositions de détection et d'intervention contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 7.3.
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Accessibilité au site, aux cases de stockage par les services de secours
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation dispose en permanence d'un accès pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.  On entend par accès à l'installation une ouverture reliant la voie publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours.  Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'établissement stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au stockage, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture des installations. Aucun obstacle n'est disposé entre les stockages et la voie « engins ».  a) Pour les installations nouvelles : Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre du stockage et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie du bâtiment lorsque le stockage y est réalisé...  b) Pour les installations existantes autorisées à compter du 3 avril 1994 : Afin de permettre, en cas de sinistre, l'intervention des secours, une voie « engins », répondant aux caractéristiques définies ci-dessous, de 6 mètres de largeur et de 3,50 mètres de hauteur libre est maintenue dégagée pour la circulation sur un demi-périmètre au moins du magasin de stockage. Cette voie, extérieure au magasin de stockage, permet l'accès des camions-pompes des sapeurs-pompiers et, en outre, si elle est en impasse, les demi-tours et croisement de ces engins. À partir de cette voie, les sapeurs-pompiers accèdent à toutes les issues du magasin de stockage par un chemin stabilisé de 1,80 mètre de large au minimum et sans avoir à parcourir plus de 60 mètres. Pour toute hauteur de bâtiment supérieure à 15 mètres de hauteur utile sous ferme, des accès voie « échelle », répondant aux caractéristiques définies ci-dessous, sont prévus pour chaque façade accessible. Si ces voies sont reliées à une ou plusieurs voies publiques, les voies d'accès correspondent à des voies « engins » d'une largeur minimale de 3 mètres...
<b>Constats :</b> Pas de non-respect constaté.
<b>Observations :</b> Le bâtiment de stockage des engrais solides vrac est desservi par voie engin, depuis l'entrée principale du site, sur plus de la moitié de son périmètre (façade avant du magasin). Cette façade avant du magasin comporte une porte coulissante d'accès aux cases de stockage des engrais solides.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** 16-Dispositions pour limiter les conséquences d'un incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 9.1.
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Dispositifs de désenfumage
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Les bâtiments abritant les installations sont équipés en partie haute (tiers supérieur et au-dessus des tas) de dispositifs d'évacuation naturelle des fumées (DENFC). Ces dispositifs sont de type passif (à ouverture permanente) ou de type actif.</p> <p>Une maintenance adaptée est assurée pour chaque type de DENFC afin qu'ils soient constamment opérationnels. Le type de maintenance et la fréquence associée sont consignés par écrit, ainsi que les dates auxquelles ces opérations ont été réalisées et doivent l'être.</p> <p>La surface utile de l'ensemble des exutoires est exprimée en pourcentage de la surface au sol totale du magasin de stockage et n'est pas inférieure à :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• en cas de présence d'engrais 4702-I : 2 % ;</li><li>• en cas de présence d'engrais 4702-II ou III : 1 % ;</li><li>• en cas de présence d'engrais 4702-IV : 1 %.</li></ul> <p>En cas de présence de différentes catégories d'engrais stockées dans un même bâtiment, la surface utile maximale des exutoires correspondant à la catégorie la plus pénalisante est retenue. Ces dispositifs sont agencés de manière à éviter la rentrée intempestive de matières combustibles ou autres, incompatibles avec les engrais.</p> <p>Des amenées d'air frais d'une surface minimale égale à celle réglementairement exigée pour les dispositifs de désenfumage sont disponibles dans les deux tiers inférieurs du bâtiment. Les ouvrants (portes, fenêtres, par exemple) placés dans les deux tiers inférieurs des murs peuvent être considérés comme des amenées d'air.</p> <p>Pour les DENFC de type actif : Ils sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle. Une commande manuelle est facilement accessible depuis chacune des issues du bâtiment. L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande. En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du bâtiment ou depuis la zone de désenfumage. La commande manuelle des DENFC est au minimum installée en deux points opposés de chaque bâtiment. Ces commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès de chacune des zones de stockage et installées conformément à la norme NF S 61-932 (version de décembre 2008). Le déclenchement du désenfumage n'est pas asservi à la même détection que celle à laquelle est asservi le système d'extinction automatique s'il existe. En présence d'un système d'extinction automatique, les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique.</p> <p>Pour les DENFC de type passif : Ils sont conçus pour être intrinsèquement en position ouverte permanente.</p>
<p><b>Constats :</b> Pas de non-respect constaté.</p>
<p><b>Observations :</b> L'installation est équipée d'exutoires de fumée passifs, installés dans le tiers supérieur du bâtiment. La porte d'accès au bâtiment qui abrite l'installation, d'une surface supérieure à celle des dispositifs de désenfumage, fait office d'amenée d'air frais.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : 17-Dispositions pour limiter les conséquences d'un incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 7.71.
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Qualité des sols
<b>Prescription contrôlée :</b> Le sol des stockages et magasins de stockage ne présente pas de cavités (puisards, fentes, rigoles par exemple).
<b>Constats :</b> Le magasin de stockage des engrais conditionnés présente des désordres et deux regards dont l'issue n'est pas connue de l'exploitant.
<b>Observations :</b> Les photographies n°3, 4 et 5 jointes en annexe 2 illustrent ce constat.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

**Nom du point de contrôle : 18-Dispositions pour limiter les conséquences d'un incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 7.4.
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Comportement au feu des locaux – Réaction au feu
<b>Prescription contrôlée :</b> a) Pour les installations nouvelles : les bâtiments comportant un stockage sont construits en matériaux de classe A1 (murs extérieurs et aménagements intérieurs).  b) Pour les installations existantes autorisées à compter du 3 avril 1994 : les magasins de stockage sont construits en matériaux de classe A1 (murs extérieurs et aménagements intérieurs). Cette disposition n'est pas applicable aux installations existantes autorisées à compter du 3 avril 1994 pour lesquelles le préfet a prescrit des mesures alternatives.  c) Cases de stockage d'engrais « 4702-I » : pour les installations existantes autorisées avant le 3 avril 1994 et les installations existantes fonctionnant au bénéfice des droits acquis en vertu du décret du 28 décembre 1999, le bois n'est pas utilisé pour les cloisons des cases ou pour fermer une case en façade.  d) Cases de stockage d'engrais « 4702-II ou 4702-III » : pour les installations existantes autorisées avant le 3 avril 1994 et les installations existantes fonctionnant au bénéfice des droits acquis en vertu du décret du 28 décembre 1999, les engrais ne sont pas au contact de cloisons ou de façades en bois.
<b>Constats :</b> Pas de non-respect constaté.
<b>Observations :</b> Les engrais entreposés dans les cases de stockage d'engrais « 4702-II ou 4702-III » du magasin de stockage des engrais vrac et conditionnés, magasin fonctionnant au bénéfice des droits acquis en vertu du décret du 28 décembre 1999, ne sont pas au contact de cloisons ou de façades en bois.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** 19-NC13\_VI\_05-02-2021\_Dispositions pour limiter les conséquences incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 12.
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Rétentions
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est équipée de systèmes appropriés de récupération des écoulements d'engrais (entraînement par les eaux de pluie, nettoyage des magasins de stockage, extinction en cas d'accident par exemple), visant à prévenir les risques de pollution pour les milieux environnants.  Le volume des capacités de rétention est proportionné en fonction du risque et des besoins en eau définis à l'article 11.2.  L'exploitant est notamment à même de justifier que ces capacités ont été correctement déterminées et mises en œuvre.  L'étanchéité du ou des réservoirs associés peut être contrôlée à tout moment. Des dispositifs facilement accessibles et manœuvrables permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés afin de maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre.  Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.  Les eaux recueillies ne peuvent être rejetées qu'après démonstration de leur compatibilité avec l'environnement. Dans le cas contraire, elles font l'objet de traitements appropriés.
<b>Constats :</b> L'étanchéité de l'aire de chargement - déchargement des engrais solides n'est pas pleinement assurée, notamment à proximité du bassin d'infiltration. L'exploitant ne dispose pas de consigne relative à la mise en œuvre du confinement des eaux d'extinction, en cas d'incendie.
<b>Observations :</b> Constat du 5 février 2021 : NC 13 - L'exploitant ne dispose pas d'une consigne actualisée définissant les modalités de mise en œuvre des dispositifs permettant l'isolement hydraulique de son site. Un plan des réseaux de collectes des eaux de ruissellement modifié devra être joint à cette consigne. Dans sa réponse du 30 mars 2021, l'exploitant a déclaré avoir mis en place une consigne spécifique à la mise en œuvre de la vanne d'isole hydraulique de son site de MER. La photographie n°6 illustre le constat du 23 février 2022 relatif à l'absence de dispositif visant à interdire les écoulements d'eau potentiellement pollués en dehors de l'aire étanche de chargement - déchargement.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

**Nom du point de contrôle : 20-Mesures organisationnelles de sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 5.1.
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Traçabilité, consignes et procédures
<b>Prescription contrôlée :</b> Les procédures d'exploitation sont des documents écrits qui indiquent notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>• les modalités de gestion des stocks et de suivi de l'état des stocks et de conservation des engrais ;</li><li>• les modalités d'entretien et de nettoyage des installations ;</li><li>• les modalités de mélanges des engrais.</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant ne dispose pas de consigne pour encadrer les opérations de mélanges réalisées sur son site. Les opérations de nettoyage de la mélangeuse ne sont pas enregistrées. Aucune restriction vis-à-vis de la liste des mélanges portés à la connaissance des personnels du groupe AXEREAL n'est consigné en regard des particularités du site (mélangeuse implanté dans le bâtiment dédié au stockage des engrais non-classés.
<b>Observations :</b> L'exploitant a déclaré réalisé des mélanges suivant les commandes de ses clients. Il a présenté un document listant les mélanges d'engrais qu'il peut réaliser sur le site. Ce document est à destination de l'ensemble des personnels du groupe coopératif AXEREAL. Aucune restriction vis-à-vis de cette liste n'est consignée. Les opérations de nettoyage de la mélangeuse ne sont pas enregistrées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

**Nom du point de contrôle : 21-Mesures organisationnelles de sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.8.
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Traçabilité, consignes et procédures
<b>Prescription contrôlée :</b> Tous les mélanges réalisés sont systématiquement recensés et notés sur un document.  Les mélanges sont effectués uniquement avec des engrais ou des produits compatibles et ils ne conduisent pas à l'obtention de produits « 4703 ».  Les mélanges mettant en œuvre des engrais « 4702-II et/ou 4702-III et/ou 4702-IV » ne permettent pas d'obtenir des engrais « 4702-I », sauf si le site est autorisé pour cette catégorie.
<b>Constats :</b> Pas de non-respect constaté.
<b>Observations :</b> L'exploitant a déclaré ne pas réalisé de mélanges à partir d'engrais 4702.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : 22-Mesures organisationnelles de sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 4.2.
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Formation du personnel
<b>Prescription contrôlée :</b> Le personnel reçoit une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement.  L'ensemble du personnel est formé à l'application des consignes de sécurité et des procédures d'exploitation définies à l'article 5 du présent arrêté ainsi qu'aux mesures de premières interventions en cas d'incident ou accident.  Le personnel intérimaire ou saisonnier reçoit une sensibilisation adaptée aux risques.  La formation fait l'objet d'un plan formalisé pour chaque personne. Elle est mise à jour et renouvelée régulièrement.
<b>Constats :</b> Le personnel n'a pas reçu de formation spécifique aux opérations de mélanges.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

**Nom du point de contrôle : 23-Dispositifs techniques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 13.
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Ensachage et palettisation
<b>Prescription contrôlée :</b> Si un poste d'ensachage et de palettisation est installé dans le bâtiment comprenant le stockage ou dans le stockage couvert, la zone correspondante est clairement matérialisée et spécialement aménagée.  Cette zone est séparée efficacement des stockages afin de prévenir tout risque de propagation d'incendie aux stockages d'engrais.  Dans ce cas, sont uniquement tolérées les matières combustibles nécessaires au fonctionnement journalier de ce poste. Elles sont limitées au strict nécessaire.  Cette zone est équipée de moyens de prévention et de protection efficaces et adaptés aux risques encourus. Pour les nouvelles installations, le local d'ensachage-palettisation est séparé du stockage d'engrais par des murs REI 120 et des portes EI 120.  Les sacs en matière combustible (usagés ou non) utilisés pour l'emballage sont stockés à l'extérieur du magasin de stockage et du stockage couvert ou dans le local d'ensachage.
<b>Constats :</b> Pas de non-respect constaté.
<b>Observations :</b> L'installation ne comporte pas de poste d'ensachage et de palettisation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle : 24-Dispositifs techniques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 5.2.
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Nettoyage
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations (stockages, ensemble des équipements fixes nécessaires à la manutention des engrais : pieds d'élévateur par exemple, allées de circulation notamment) sont entretenues et nettoyées régulièrement.  Le sol des installations est systématiquement nettoyé avant entreposage de l'engrais.
<b>Constats :</b> Pas de non-respect constaté.
<b>Observations :</b> L'exploitant enregistre les opérations de nettoyage des cases de stockage. Le poste dédié aux opérations de mélanges est nettoyé tout au long de la journée de travail.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 14.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Zone de stockage
<b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets générés par le fonctionnement de l'installation et qui contiennent des engrais (fines, mottes, boues notamment) sont dans l'attente de leur traitement isolés dans une case dédiée, séparée par des murs ou parois REI 120 et distants d'au moins 10 mètres de toute matière interdite ou incompatible telle que décrite à l'article 10.1 du présent arrêté.  S'ils ne peuvent être stockés dans une case conforme à l'alinéa précédent, ils sont stockés dans une zone dédiée clairement délimitée et uniquement dévolue à cet effet. Les limites de cette zone sont distantes de 10 mètres de toute matière interdite ou incompatible telle que décrite à l'article 10.1 du présent arrêté.  Ce stockage présente une signalétique particulière permettant de le différencier clairement par rapport aux autres stockages.  Cette zone de stockage est conçue, construite, exploitée et entretenue de manière à éviter toute agression physique et violente des déchets qui s'y trouvent, y compris en situation accidentelle.  Une procédure particulière permet la gestion de ces déchets au sein de l'établissement.  Cette procédure de gestion décrit notamment les modalités de traitement, de neutralisation et d'élimination, les méthodes d'inertage ou de recyclage prévues, les moyens permettant leur mise en œuvre, les conditions de sécurité associées, le devenir des produits notamment.  L'exploitant fait disparaître le risque de détonation de ces déchets en assurant rapidement leur inertage ou leur recyclage par des matières appropriées et au plus tard le jour même.
<b>Constats :</b> Il a été constaté la présence de produits combustibles à moins de 10 m de la zone réservée au stockage des déchets générés par le fonctionnement de l'installation et qui contiennent des engrais (fines, mottes, boues notamment).
<b>Observations :</b> Constat du 5 février 2021 : NC1* - L'exploitant ne dispose pas d'une zone de stockage des produits non-conformes, tels que les déchets issus des opérations de nettoyage de son magasin d'engrais vrac, conçue, construite, exploitée et entretenue de manière à éviter toute agression physique et violente des déchets qui s'y trouvent, y compris en situation accidentelle. Dans sa réponse du 30 mars 2021, l'exploitant a déclaré avoir créé une zone, en dehors du magasin de stockage des engrais classés, en extérieur, sous auvent, dédiée au stockage des produits non-conformes et des déchets inertés.  La visite in-situ du 23 février 2022 a permis de constater la mise en place effective d'une zone dédiée au stockage des produits non-conformes. L'exploitant dispose d'une procédure de gestion qui décrit notamment les modalités de traitement, de neutralisation et les méthodes d'inertage prévues, les moyens permettant leur mise en œuvre, ainsi que les conditions de sécurité associées. Interviewé sur les modalités de mise en œuvre de cette procédure, l'exploitant a indiqué qu'il inerte rapidement, au plus tard le jour même, les déchets issus des opérations de nettoyage de son magasin d'engrais vrac, par l'ajout de dolomie conditionnée en sac et entreposée sur le site, dans les proportions fixées par les consignes internes.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

**Nom du point de contrôle :** 26-NC9\_VI\_05/02/2021-Conditions de stockage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.7.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Affichage
<b>Prescription contrôlée :</b> Un affichage adéquat est mis en place au niveau des stockages afin de connaître à tout moment la nature de l'ensemble des produits qui sont stockés que ce soient des engrais ou non.  Cet affichage indique notamment la rubrique de la nomenclature des installations classées et la catégorie à laquelle appartient l'engrais.
<b>Constats :</b> Pas de non-respect constaté.
<b>Observations :</b> Constat du 5 février 2021 : NC9 - Aucun affichage autre que celui associé à chaque big-bag ne permet d'identifier rapidement la nature des produits conditionnés entreposés dans ce bâtiment. Pour mémoire, un affichage adéquat doit être mis en place au niveau des stockages afin de connaître à tout moment la nature de l'ensemble des produits qui sont stockés que ce soient des engrais ou non. Cet affichage doit indiquer notamment la rubrique de la nomenclature des installations classées et la catégorie à laquelle appartient l'engrais. Dans sa réponse du 30 mars 2021, l'exploitant a indiqué avoir imprimé et diffusé des affiches spécifiques répondant aux exigences réglementaires afin que la nature et le classement des produits conditionnés entreposés dans ses magasins soient identifiables. La visite in-situ du magasin de stockage des engrais classés n'appelle pas d'observation sur ce point. La non-conformité NC9 est clôturée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet